



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 24 mai 2024
(Convocation du 16 mai 2024)

Aujourd'hui, le 24 mai 2024 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8	Suffrages exprimés	
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5	Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts		Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - PAPI de l'agglomération dacquoise - Convention d'obligation réelle environnementale pour les parcelles acquises par la communauté de communes du Pays Tarusate sur la ZAD de Bégaar

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise, une zone d'aménagement différé a été mise en place par la communauté de communes du Pays Tarusate afin de pouvoir racheter les biens situés en zone inondable. L'objectif étant d'éviter le renouvellement de populations en zone dangereuse, les biens acquis feront l'objet d'une destruction. Afin d'obtenir des financements européens sur ces rachats, conditionnés par la garantie de redonner les espaces rachetés à la nature, une convention d'obligation réelle environnementale sera établie entre la communauté de communes du Pays Tarusate (en tant que propriétaire des biens) et l'Institution Adour (en tant que créancier ayant un rôle de conseil et d'assistance auprès du propriétaire). Il s'agit d'un dispositif foncier de protection de l'environnement reconnu par la loi et intégré au code de l'environnement.

Cette convention engagerait l'EPTB, à veiller à ce que l'usage des parcelles reste en adéquation avec les objectifs des SAGE Midouze et Adour amont et du PAPI de l'agglomération dacquoise, ainsi qu'à laisser la strate arborée existante en place. Un état des lieux initial a été réalisé en présence de la communauté de communes du Pays Tarusate et de l'EPTB et permettra de constater l'évolution de la renaturation du site au terme de la convention.

Cette convention n'induit aucune dépense pour l'EPTB, l'intégralité des coûts liés au rachat et à la destruction des biens étant du ressort de la communauté de communes du Pays Tarusate.

Cette convention est consentie pour une durée de 30 ans afin de répondre aux exigences de « long terme » demandées dans le programme 2021-2027 des fonds européens.

Vu la délibération du conseil communautaire n°20-12-03 du 17 décembre 2020 portant création de la zone d'aménagement différé (ZAD) de Bégaar, dont l'objectif est « pour la communauté de communes du Pays Tarusate, de maîtriser le foncier des parcelles bâties impactées par le risque inondation dans les périmètres de la ZAD »,

Vu la délibération du conseil communautaire n°19-10-12 en date du 24 octobre 2019 actant l'engagement de la communauté de communes du Pays Tarusate dans le PAPI de l'agglomération dacquoise et la fiche action 4.3 du PAPI intitulée « création d'une zone d'aménagement différé à Bégaar », réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes,

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise signée le 16 septembre 2020 relative à la mise en œuvre du programme d'actions,

Considérant les différentes acquisitions de biens réalisées par la communauté de communes au cours des années 2021, 2022 et 2023 dans le périmètre de la ZAD,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de valider le projet de convention tel qu'annexé avec la communauté de communes du Pays Tarusate,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 24 mai 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Signé par : Paul CARRÈRE

Date : 28/05/2024

Qualité : Président Institution Assur

Paul CARRÈRE



L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE,

LE +++++++

A +++++, en l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître +++++, Notaire associé de la +++++dénommée «+++++», titulaire d'un Office Notarial à +++++,

A REÇU le présent acte contenant la constitution d'une obligation réelle environnementale (ORE) à la
requête des personnes ci-après identifiées.

ONT COMPARU

+++++

Figurant ci-après indistinctement sous la dénomination «**propriétaire**» ou «**débiteur de l'ORE**».



↑ De première PART

La **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale

Figurant ci-après indistinctement sous la dénomination «*propriétaire*» ou «*débiteur de l'ORE*» dont le siège est à TARTAS (40400), représentée par son Président, Laurent CIVEL, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil communautaire n°..... en date du 15 février 2024.

↑ De deuxième PART

L'**INSTITUTION ADOUR**, Etablissement Public Territorial de Bassin.

Figurant ci-après indistinctement sous la dénomination de «*co-contractant*» ou «*créancier de l'ORE*», représentée par son Président, Paul CARRERE, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n°..... du comité syndical en date du

EXPOSE PRÉALABLE

➤ Considérant les statuts de la Communauté de Communes du Pays Tarusate et notamment l'article B 1° relatif à la compétence optionnelle « protection et mise en valeur de l'environnement »,

➤ Considérant les statuts de l'Institution Adour et notamment l'article 8.2 relatif à la compétence historique « élaboration, portage et mise en œuvre des outils de programmation, concertation ou planification en matière de gestion intégrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques »,

➤ Considérant la délibération n°20-12-03 du 17 décembre 2020 portant création de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) de Bégaar, dont l'objectif est « pour la Communauté de Communes du Pays Tarusate, de maîtriser le foncier des parcelles bâties impactées par le risque inondation dans les périmètres de la ZAD »

➤ Considérant la délibération du conseil communautaire n°19-10-12 en date du 24 octobre 2019 actant l'engagement de la Communauté de Communes du Pays Tarusate dans le PAPI de l'agglomération dacquoise et la fiche action 4.3 du PAPI intitulée « création d'une Zone d'Aménagement Différé à Bégaar », réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes,

➤ Considérant les différentes acquisitions de biens réalisées au cours des années 2021, 2022 et 2023 dans le périmètre de la ZAD,

➤ Considérant enfin la volonté exprimée par la Communauté de Communes de procéder à la démolition des biens acquis, de redonner ces espaces à la nature et de garantir durablement une fonction écologique à ces terrains,

En conséquence, la Communauté de Communes du Pays Tarusate, propriétaire, **débiteur de l'ORE** constitue une ORE conformément aux dispositions de l'article L.132-3 du code de l'environnement.

Cette obligation, dont le contenu est défini par les stipulations du présent acte, pour la durée et dans les conditions ci-après précisées, est consentie au **créancier de l'ORE** qui accepte, sur les biens dont la désignation suit :



DÉSIGNATION DES BIENS

À BÉGAAR :

Diverses parcelles, figurant à la matrice cadastrale sous les relations suivantes :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m ²
D	1419 et 1421		1 025
D	1825 et 1827		2 245
D	821, 1147 et 1148		2 761
D	1400, 1401, 1403 et 1404	Labaste	2 545
D	826, 827, 828, et 829	Houn Dous Claus	8 250
TOTAL			16 826 m ²

Un plan des parcelles ci-avant désignées est annexé aux présentes. (Annexe n°1)

Effet relatif

+++++ suivant acte reçu par Maître +++++ notaire à +++++ le +++++, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de +++++ le +++++, volume +++++, numéro +++++.

JOUISSANCE DES BIENS

Les biens sont à ce jour libre d'occupation.

RÉGLEMENTATION

Le notaire soussigné rappelle aux parties les dispositions de l'article L.132-3 du code de l'environnement :

« Les propriétaires de biens immobiliers peuvent conclure un contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement en vue de faire naître à leur charge, ainsi qu'à la charge des propriétaires ultérieurs du bien, les obligations réelles que bon leur semble, dès lors que de telles obligations ont pour finalité le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques. »

A cet effet, il est expressément convenu entre les parties ce qui suit :

À DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 30 années.
Elle commencera à courir à compter du +++++ et s'achèvera le +++++.

À OBLIGATIONS RÉCIPROQUES DES PARTIES

Les parties conviennent de prendre les mesures ci-après définies afin de **maintenir et conserver** les éléments de biodiversité et les fonctions écologiques.

1- Droits et obligations du propriétaire grevant le bien

Afin de restaurer les fonctions écologiques de ces terrains, le propriétaire s'oblige, sur les biens ci-avant désignés, à :



- Démolir tous les bâtis
- Enlever les remblais (décapage parfois nécessaire)
- Sauvegarder, dans la mesure du possible, les fruitiers et les arbres autochtones : Frênes, Chênes, Peupliers, Saules, Aulnes
- Ne pas faire obstacle ou participer à tout dispositif qui serait mis en œuvre à l'échelle du bassin versant et qui viserait au maintien ou à l'amélioration des fonctions écologiques de ces terrains, en adéquation avec les objectifs définis dans le SAGE Adour Amont et le SAGE Midouze
- Ne pas apporter de fertilisants minéraux et organiques et des produits phytosanitaires
- Ne pas irriguer, ne pas drainer, ni mettre en place toute forme d'assainissement
- Ne pas construire ou artificialiser les sols
- Ne pas faire obstacle à la réalisation des inventaires écologiques
- Ne pas circuler en véhicule motorisé ou deux roues (sauf véhicule d'entretien ou de secours)
- Effectuer un broyage annuel des parcelles

2- Droits et obligations du CRÉANCIER DE L'ORE

Le **créancier de l'ORE** s'engage à :

- Veiller à ce que l'usage des parcelles reste en adéquation avec les objectifs des SAGE Midouze et Adour Amont, ainsi que du PAPI de l'agglomération dacquoise
- **Veiller au maintien de la strate arborée existante de bordure (essences endémiques) située en limite de parcelles. Aucune intervention spécifique ne devra toutefois être réalisée par le créancier de l'ORE, de quelque nature qu'elle soit : ni plantation, ni enlèvement d'arbre en cas d'incendie, de tempête ou autre événement naturel qui viendrait affecter cette strate arborée**

> Modalités de mise en œuvre de ses obligations

Le **propriétaire** autorise le **créancier de l'ORE** ou toutes les personnes agissant en son nom et pour son compte à pénétrer sur sa propriété dans le but de réaliser les actions concourant aux opérations de gestion écologique du site.

Information du propriétaire de la constatation d'agissement de nature à compromettre le potentiel écologique de la propriété

Si à l'occasion des visites sur le site, le **créancier de l'ORE**, ou les personnes agissant au nom et pour son compte, constate la présence d'occupations, de constructions illégales ou d'activités, quelle que soit leur nature, susceptibles de venir perturber l'exécution des présentes, il est tenu d'en informer le **propriétaire** dans les plus brefs délais par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Communauté de Communes du Pays Tarusate | 143 rue Jules Ferry | 40400 TARTAS.

3- Modalités de suivi de la mise en œuvre des obligations

Le **débiteur de l'ORE** devra réaliser des rapports de gestion tous les 5 ans .

Selon les constatations du rapport, une révision du contrat pourra être envisagée dans les conditions définies ci-dessous.

4- Modalités de révision

Il est précisé que ces obligations environnementales pourront être révisées et redéfinies entre les parties d'un commun accord par voie d'avenant authentique afin de prendre en compte notamment les éventuelles évolutions législatives environnementales ultérieures ou toute circonstance nécessitant l'adaptation ou la révision des obligations objets des présentes.

5- Résiliation du contrat

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit et sans formalité judiciaire par l'une des parties si l'autre partie commet un manquement grave compromettant définitivement et irrémédiablement la biodiversité /



ou fonctions écologiques du site.

Cette disposition ne limite ni n'exclut aucun droit à des dommages et intérêts au bénéfice de la Partie Non Défaillante. Elle n'exonère pas la partie défaillante de la mise en œuvre de sa responsabilité au titre d'autres législations.

6- Modalités de résiliation

Le notaire rappelle aux parties les dispositions de l'article 1103 du code civil repris ci-après : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits ».

Les parties conviennent que l'inexécution des obligations contenues dans le contrat entraîne pour la partie défaillante une sanction.

Par exception, aucune sanction ci-après définie ne sera mise en œuvre, si suite à un cas de force majeure le bien était détruit totalement ou partiellement ou s'il résultait de cet événement que les obligations définies aux présentes ne pouvaient pas être durablement mises en œuvre.

Si l'une des parties n'exécute pas une ou plusieurs de ses obligations de faire, l'autre partie pourra le mettre en demeure de s'exécuter.

La partie défaillante dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour exécuter ses obligations. L'exécution forcée en nature des obligations de la partie défaillante sera mise en œuvre à l'issue de deux mises en demeure laissées infructueuses. L'exécution forcée se fera au frais de la partie défaillante.

Le non-respect d'une ou plusieurs obligations de ne pas faire par l'une des parties ouvre, pour l'autre partie, un droit au versement de dommages et intérêts et à la prise de mesure de nature à faire cesser, le cas échéant, le trouble.

En cas d'impossibilité à mettre en œuvre les obligations définies aux présentes, un règlement amiable entre les parties sera privilégié. En tant que de besoin les parties désigneront, d'un commun accord, un arbitre.

À défaut d'accord sur la désignation de l'arbitre, le rôle d'arbitrage sera dévolu +++++.

Un état des lieux a été contradictoirement élaboré avant démolition des habitations.

Un exemplaire dudit état des lieux est annexé aux présentes. Il sera complété après démolition des habitations.

(Annexe n°2)

Les parties conviennent qu'un état des lieux sera élaboré, autant que possible, dans les mêmes conditions techniques tous les 10 ans et en fin de contrat.

DÉCLARATIONS

↑ DROITS DES AUTRES TIERS

La mise en œuvre de l'obligation de l'Ore ne peut en aucune manière remettre en cause ni les droits liés à l'exercice de la chasse ni ceux relatifs aux réserves cynégétiques.

↑ CESSIION DU CONTRAT

Cession du contrat par le **propriétaire / débiteur de l'ORE** :

Une telle cession entraîne la reprise des engagements objets des présentes par les propriétaires successifs.

Cession du contrat par le **créancier de l'ORE** :

Conformément aux dispositions de l'article 1216 du code civil, le **créancier de l'ORE** ne pourra pas céder son contrat sauf accord préalable du **propriétaire / débiteur de l'ORE**.

MESURES D'INFORMATIONS RÉCIPROQUES

Les parties s'obligent à une information réciproque en cas de changement d'identité des parties au contrat ou en cas de modification dans la jouissance du bien.



ENVIRONNEMENT ET URBANISME

↑ LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES ET RISQUES MINIERS

Il résulte des dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement qu'une information sur les espaces couverts par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, dans des zones de sismicité ou dans des zones à potentiel radon doit être délivrée à tout acquéreur ou locataire d'un bien situé dans ces zones.

Le présent contrat porte création d'obligations réelles environnementales. Il n'a pas pour effet de transférer la propriété ou la jouissance des biens ci avant désignés.

Il résulte de ce qui précède que le **propriétaire** n'est pas tenu d'informer le **co-contractant** de l'existence desdits plans de prévention.

Le **propriétaire** informe le COCONTRACTANT de l'inexistence des plans de ce type sur la commune de Bégaar, mais du fait que les parcelles concernées sont situées en zone inondable.

↑ CAVITÉS SOUTERRAINES ET MARNIÈRES

Le notaire soussigné rappelle les dispositions de l'article L.536-6 du code de l'environnement :

« I. - Les communes ou leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol.

II. - Toute personne qui a connaissance de l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière dont l'effondrement est susceptible de porter atteinte aux personnes ou aux biens, ou d'un indice susceptible de révéler cette existence, en informe le maire, qui communique, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au président du conseil général les éléments dont il dispose à ce sujet.

La diffusion d'informations manifestement erronées, mensongères ou résultantes d'une intention dolosive relatives à l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière est punie d'une amende de €.

III.- Le représentant de l'État dans le département publie et met à jour, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État, la liste des communes pour lesquelles il a été informé par le maire de l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière et de celles où il existe une présomption réelle et sérieuse de l'existence d'une telle cavité. »

Le vendeur déclare que le bien n'est pas situé sur une zone de cavité souterraine ou d'une marnière.

↑ BASE DE DONNÉES BASIAS

Les parties déclarent que le Notaire soussigné a porté à leur connaissance les informations de la base de données BASIAS pour la commune de Bégaar (**Annexe n°3**)

↑ BASE DE DONNÉES BASOL

Les parties déclarent que le Notaire soussigné a porté à leur connaissance les informations de la base de données BASOL pour la commune de Bégaar. (**Annexe n°4**)

↑ BASE DE DONNÉES ICPE

Les parties déclarent que le Notaire soussigné a porté à leur connaissance les informations de la base de données des installations classées pour la commune de Bégaar qui révèle que : (**Annexe n°5**)

↑ ZONAGE D'URBANISME

Il résulte des documents cartographiques issus du site géoportail de l'urbanisme que les parcelles concernées

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



par la présente ORE sont situées en zone A du PLUI de la Communauté de Communes du Pays Parosate.

projet

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

++++++

++++++

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



projet



PUBLICITÉ FONCIÈRE

L'acte sera soumis à la formalité de publicité foncière au service de la publicité foncière de +++++.

Pour les besoins de la publicité foncière la présente ORE est évaluée à +++ (étant précisé que l'ORE est également soumise à la CSI).

DÉCLARATIONS FISCALES

Il résulte des dispositions de l'article L.132-3 du code de l'environnement qu'établi en la forme authentique, le contrat faisant naître l'obligation réelle n'est pas passible de droits d'enregistrement et ne donne pas lieu à la perception de la taxe de publicité foncière prévus, respectivement, aux articles 662 et 663 du code général des impôts.

COPIE EXECUTOIRE

Une copie exécutoire des présentes sera remise à première demande aux parties.

FRAIS

Les frais, droits et émoluments des présentes sont à charge du propriétaire.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur adresse respective.

RGPD

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- ✎ Les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- ✎ Les Offices notariaux participant à l'acte,
- ✎ Les établissements financiers concernés,
- ✎ Les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- ✎ Le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- ✎ Les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.



Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

DONT ACTE sur +++++ pages

Paraphes

Comprenant :

renvoi approuvé :

blanc barré :

ligne entière rayée :

nombre rayé :

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



projet

Ce jour, 22 avril 2024 à 11h, nous soussignées,

Angélique CAPDEVIELLE, d'une part,
DGS, représentant la Communauté de Communes du Pays Tarusate,
débitrice de l'ORE

Anouck VOISIN, d'autre part,
animatrice du PAPI de l'Agglomération Dacquoise et représentant
l'Institution Adour, créancière de l'ORE,

Nous sommes rendues sur le site des différentes propriétés acquises
par la Communauté de Communes du Pays Tarusate à BÉGAAR
et avons procédé à l'état des lieux de celles-ci, conformément aux
engagements prévus à l'article 6 de la convention d'ORE.



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

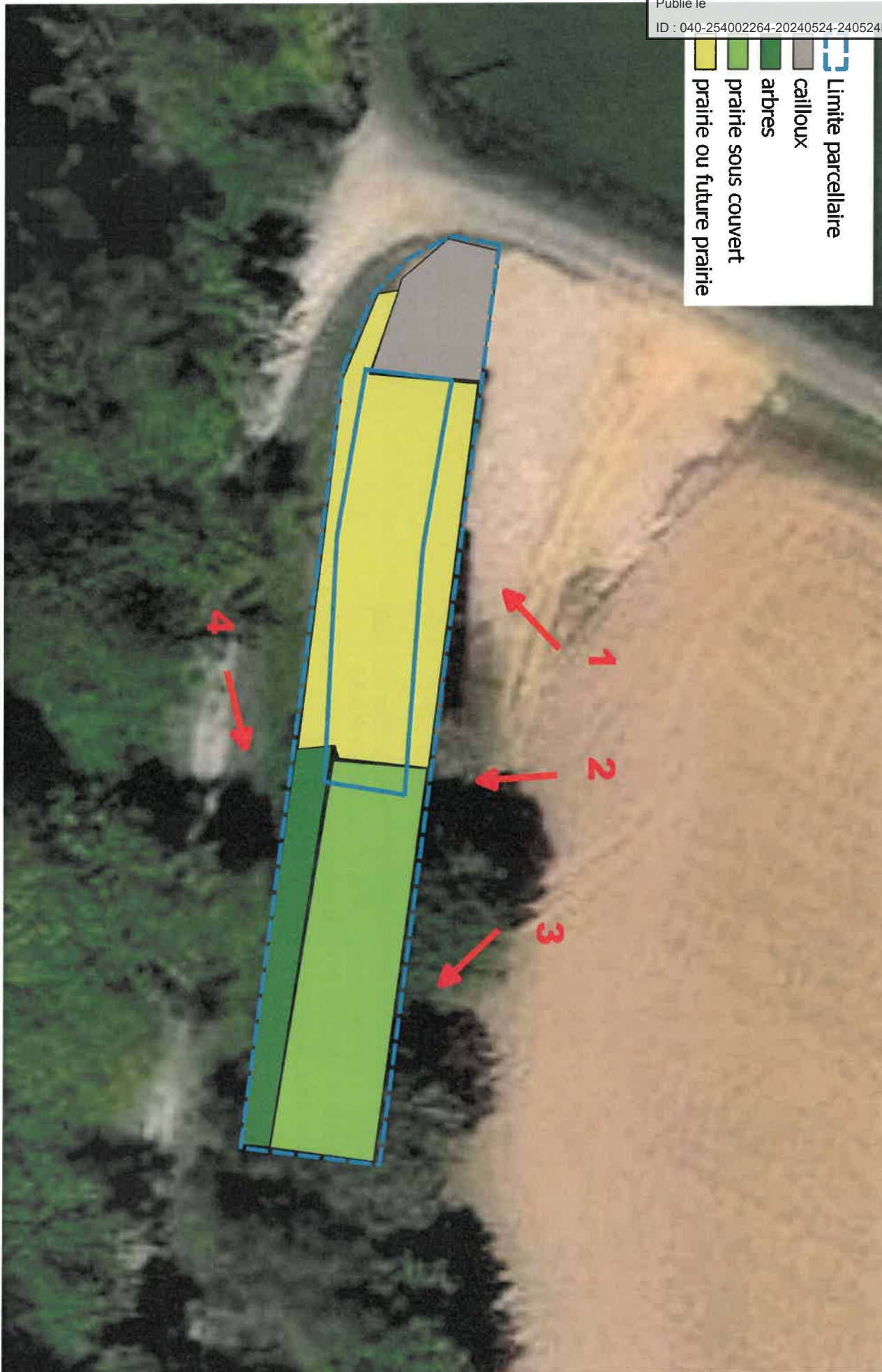
Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE

PROPRIÉTÉ N°1 « MAISON BRÛLÉE »

Sise 2922 route de la forêt - 40400 BÉGAAR - Parcelles D n°1419 et 1421 - Superficie : 1025 m²

- Limite parcellaire
- cailloux
- arbres
- prairie sous couvert
- prairie ou future prairie



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE

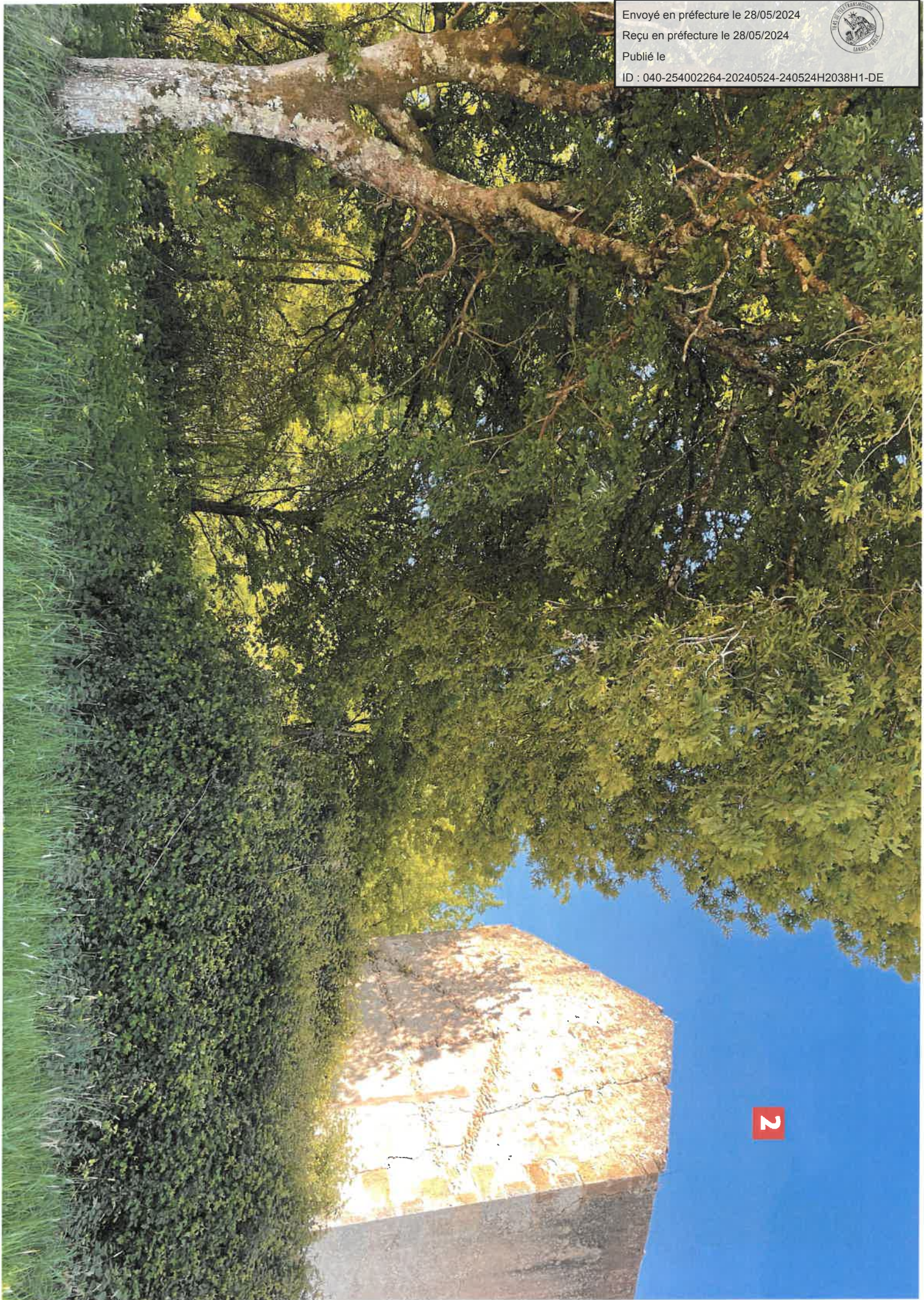


Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE

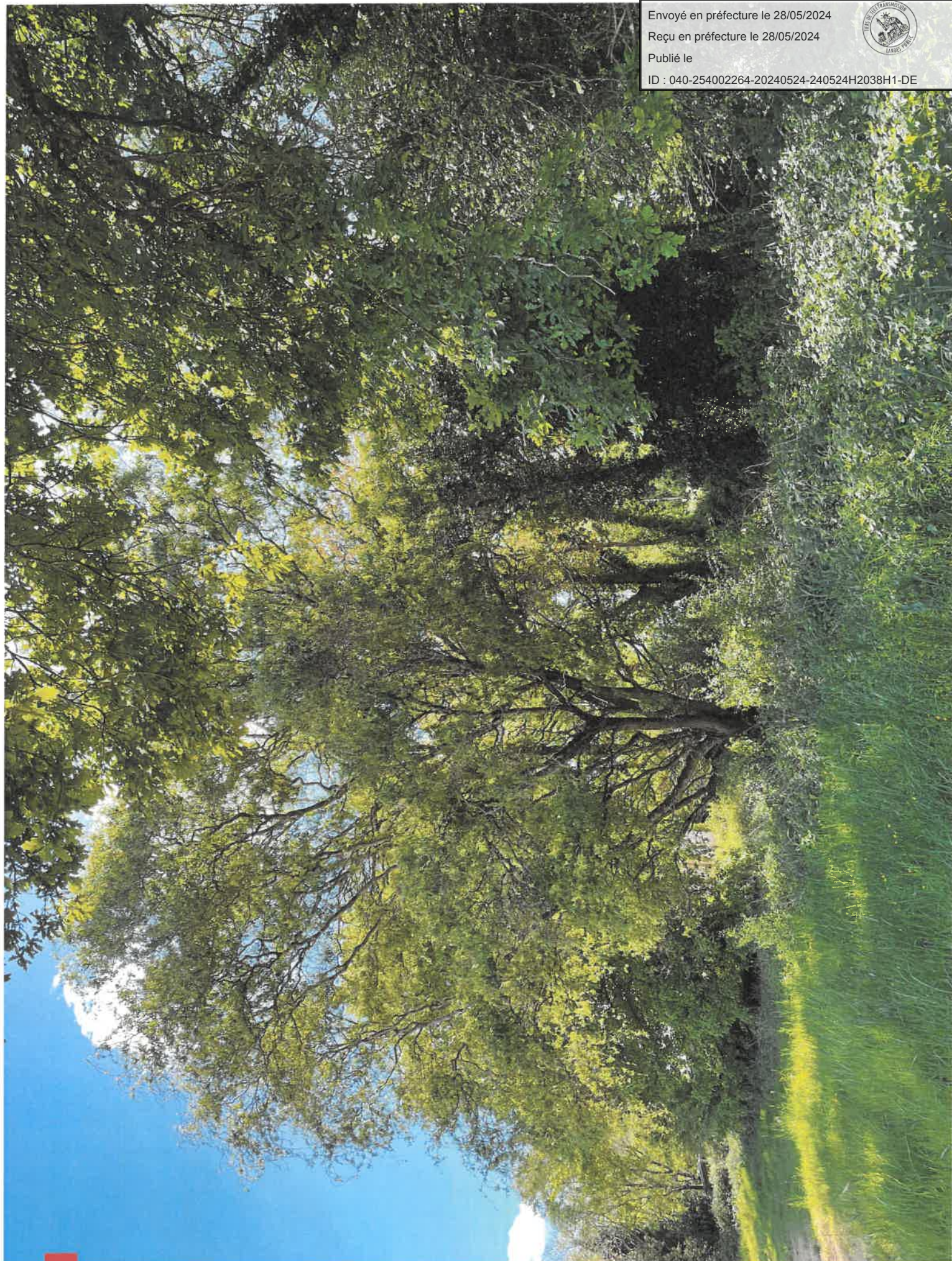


Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



7



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024


Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE





PROPRIÉTÉ N°2 « LA TASSE »

Sise 2840 route de la forêt - 40400 BÉGAAR - Parcelles D n°1400, 1401, 1403 et 1404 - Superficie : 2545 m²

 Limite parcellaire

 arbres

 prairie ou future prairie

 prairie sous couvert

 bambous





Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



2



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

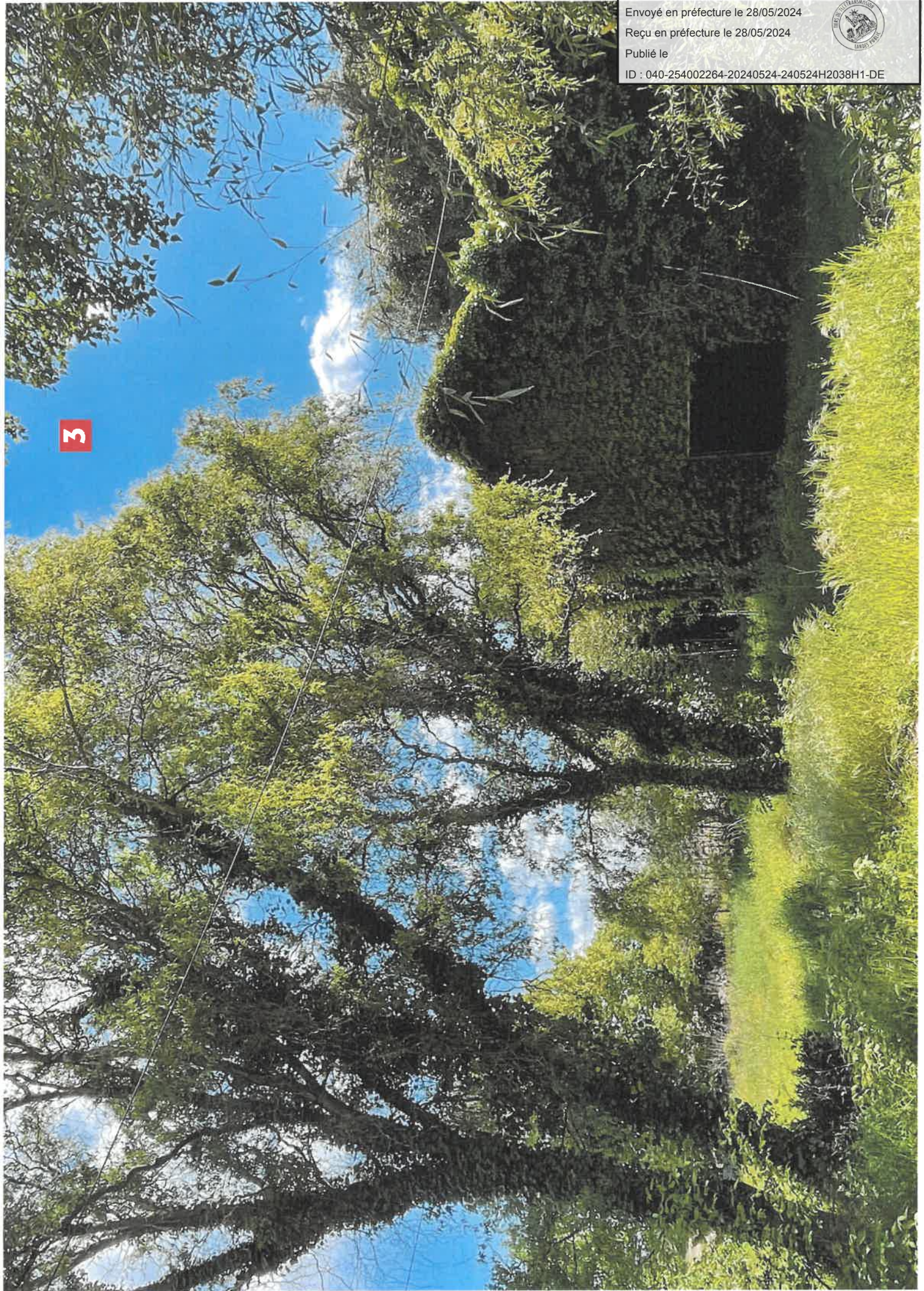
Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



3



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

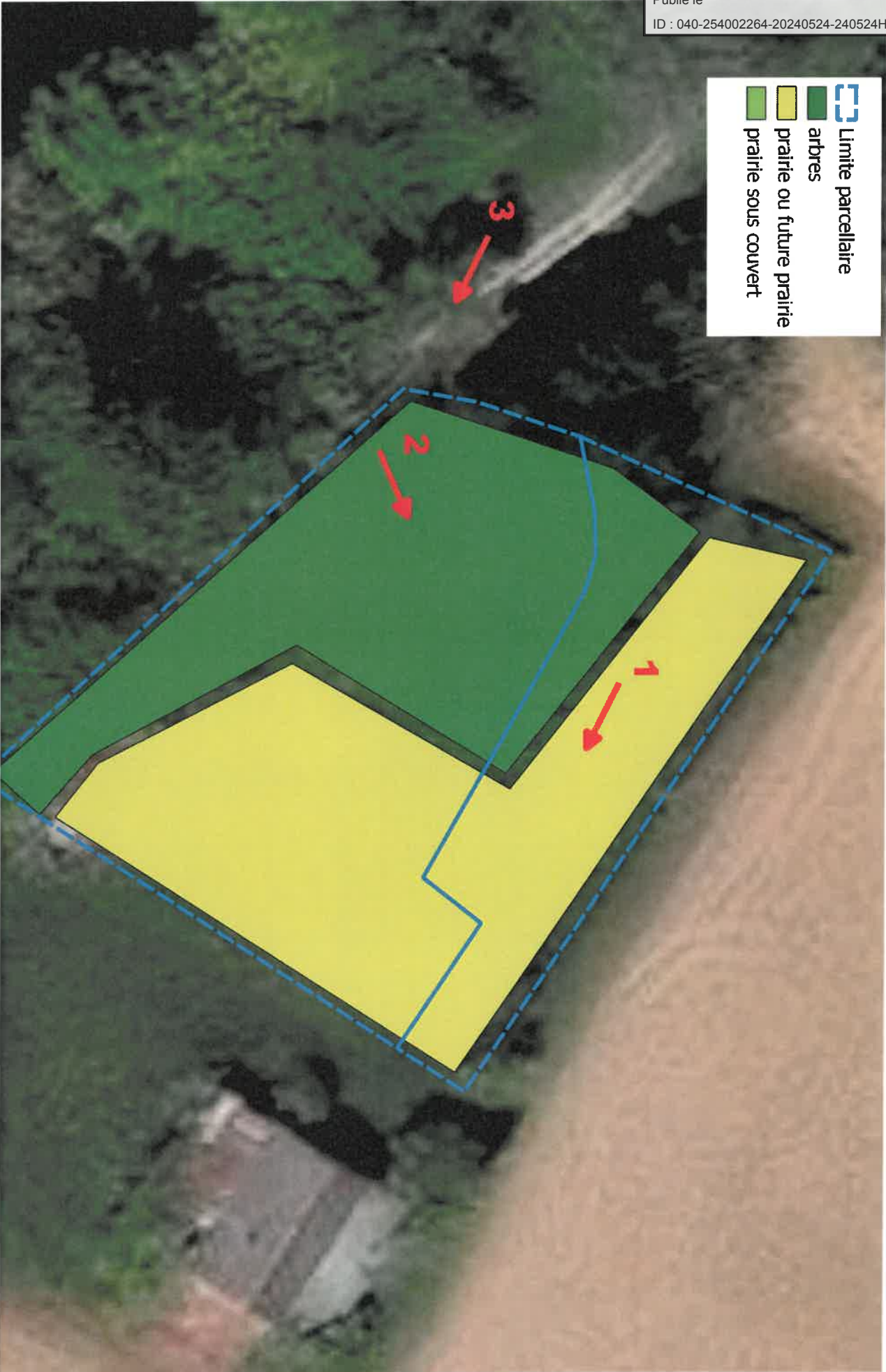
Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



PROPRIÉTÉ N°3 « MAISON DES CHATS »

Sise 2654 route de la forêt - 40400 BÉGAAR - Parcelles D n°1825et 1827 - Superficie : 2245 m²



Limite parcellaire

arbres

prairie ou future prairie

prairie sous couvert

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



PROPRIÉTÉ N°4 « LA JONQUÈTE »

Sise 1552 route de la Midouze - 40400 BÉGAAR - Parcelles D n°821, 1447 et 1448 - Superficie : 2761 m²

- Limite parcellaire
- arbres
- prairie ou future prairie
- prairie sous couvert



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



2



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE





7



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

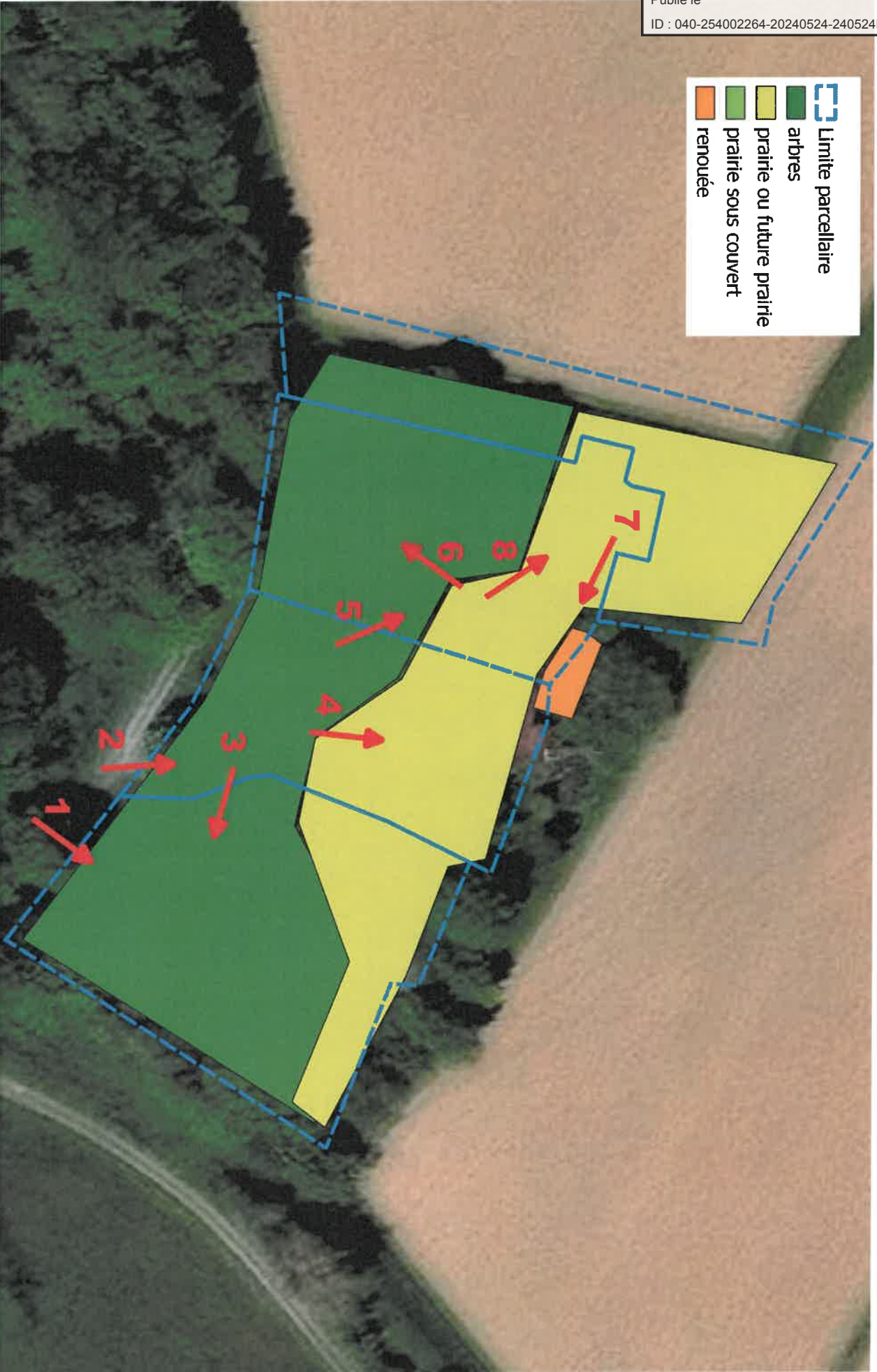
Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



PROPRIÉTÉ N°5 « HOUN DOUS CLAUS »

Sise : 1261 route de la forêt - 40400 BÉGAAR - Parcelles D n°826, 827, 828 et 829
Superficie : 8 250 m²



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



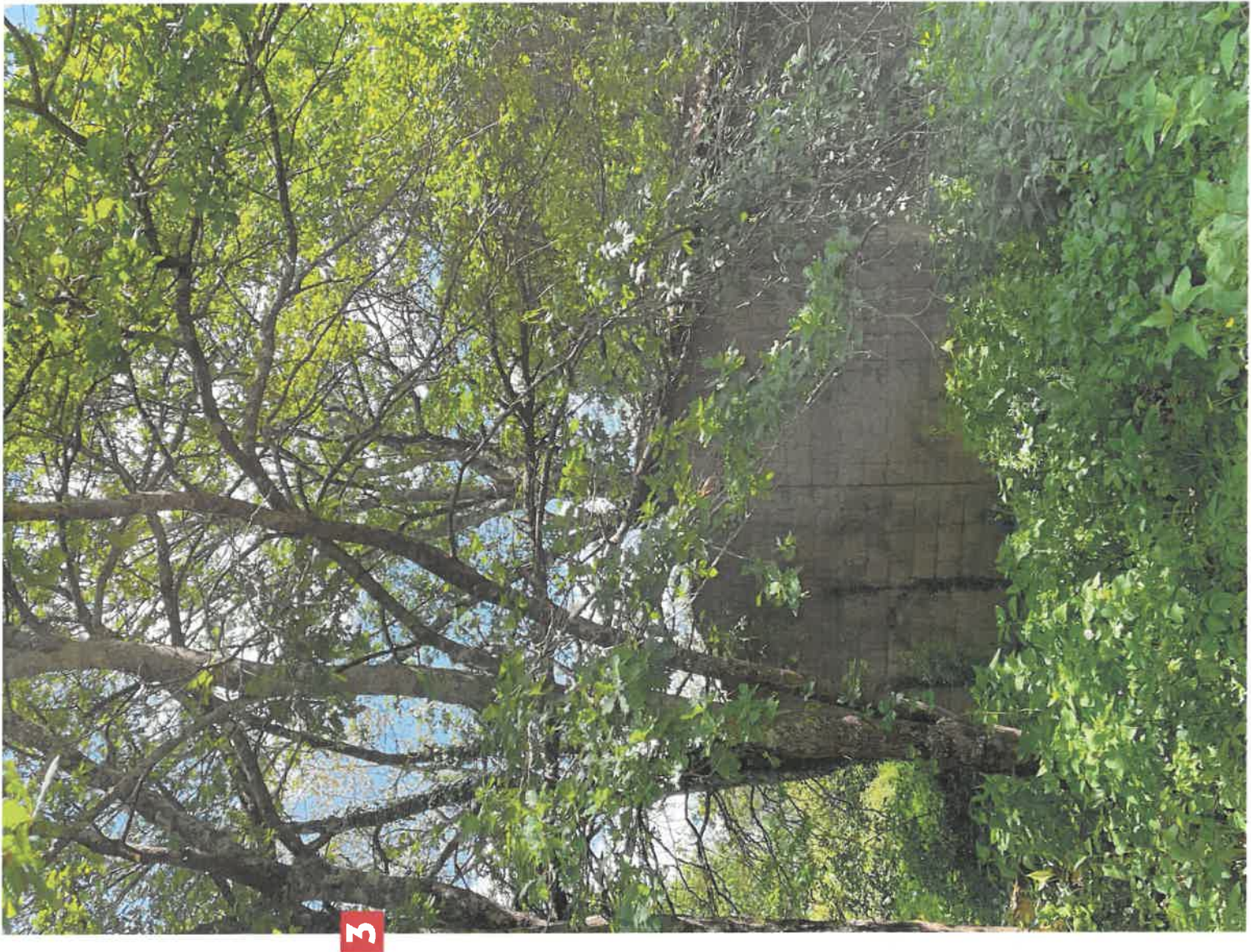


Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



3



7



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



9

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



7

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

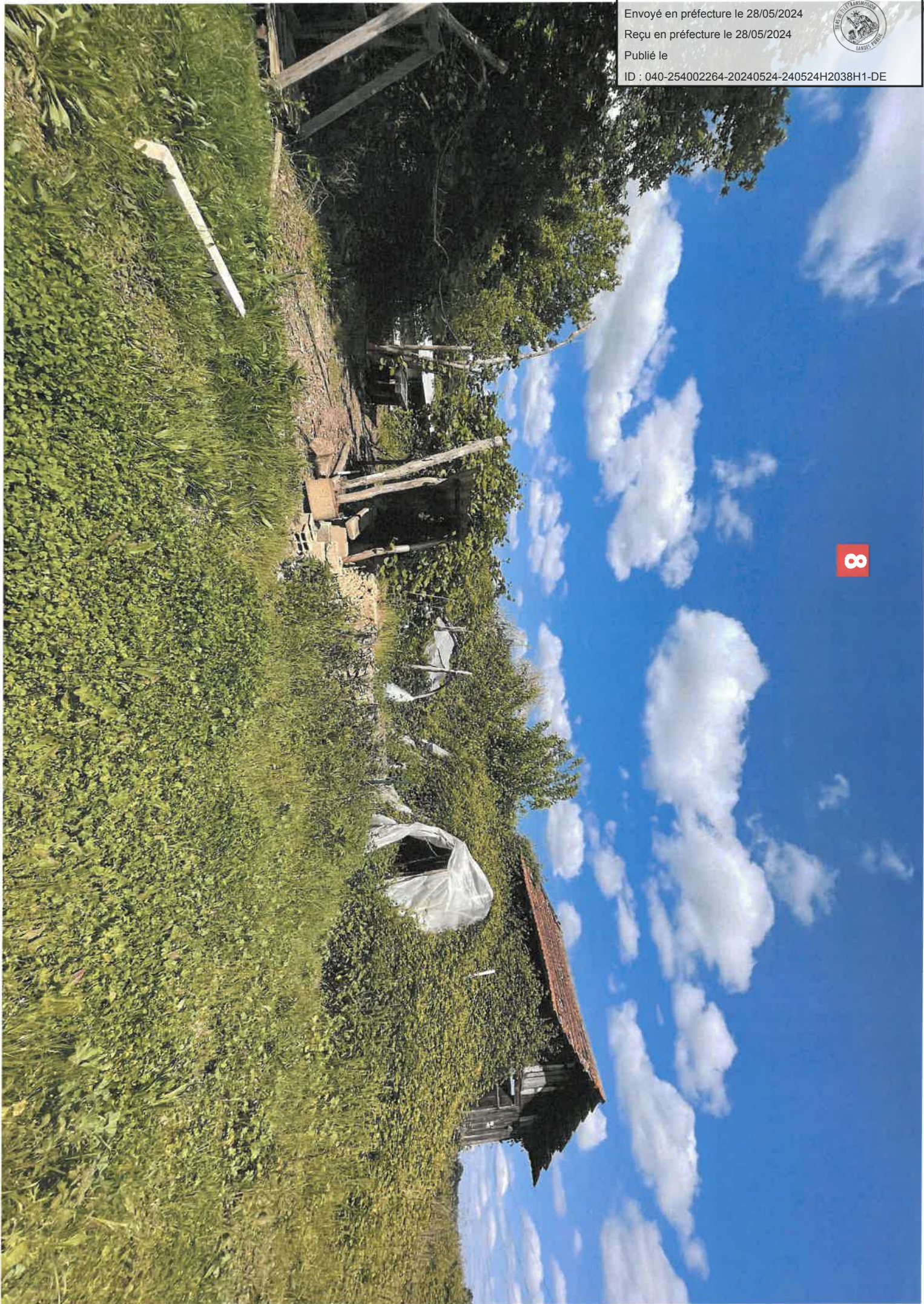
Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE



8





Fait à TARTAS, le 22 avril 2024

Angélique CAPDEVIELLE,

Anouck VOISIN,

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240524-240524H2038H1-DE

